

Robert Louzon

Notes sur l'Espagne

Paru dans *La Révolution prolétarienne* n°253 du 25 août 1937.

LE DEVELOPPEMENT DE LA CONTRE-REVOLUTION

Nin-Matteoti
Negrin-Mussolini

Faisant suite à la note du 20 juillet que Nicolas a publié dans le dernier numéro de la R.P., le ministre de la Justice du gouvernement de Valence a communiqué, le 4 août, la nouvelle note officielle suivante :

En prenant en charge les différentes informations poursuivies par la police de la Sûreté Générale relatives aux rapports entre les événements de mai dernier de Catalogne et les dénonciations, rapports et documents sur l'espionnage recueillis à Madrid dont il a déjà donné avis publiquement, le ministère de la Justice observe que parmi les détenus mis à la disposition des Tribunaux, ne figure pas Andrés Nin, ancien Conseiller de la Généralité de Catalogne, dirigeant du POUM.

Des informations recueillies il ressort que Nin a été arrêté par la police de la Sûreté Générale en même temps que les autres dirigeants du POUM, qu'il a été transféré à Madrid et emprisonné dans un « preventorium » habilité à cet effet par le commissaire de police de Madrid et que, de ce preventorium il a disparu ; toutes les recherches faites par la police pour retrouver le détenu et sa garde sont jusqu'ici restées infructueuses.

Le fait a été porté à la connaissance du Procureur général de la République, avec l'ordre d'en saisir d'extrême urgence le Tribunal d'espionnage pour que celui-ci prenne toutes les mesures adéquates afin de rechercher la résidence de Nin, ainsi que la conduite des éléments qui sont intervenus dans ces événements, au moyen des documents où il paraît être question de Nin et desquels, de leur contenu et de leur authenticité, le Tribunal est déjà saisi. Tout cela sans préjudice de l'action de la police qui continue à effectuer des perquisitions tendant à la recherche de ce détenu afin qu'il soit mis à la disposition des Tribunaux de la République dans les prisons de l'Etat.

Deux questions à l'auteur de ce communiqué, le ministre de la Justice Irujo, catholique et républicain :
1° Qu'est-ce que ce « preventorium » habilité par le commissaire de police de Madrid ? Pourquoi Nin arrêté par la police régulière pour « espionnage » n'a-t-il pas été mis dans une prison régulière de l'Etat. Pourquoi, seul de ses coaccusés, a-t-il été transféré dans un « preventorium » ?
2° A quelle date Nin a-t-il disparu du « preventorium » ?

Nous pouvons être sûrs d'ors et déjà que, sur ces deux points, pourtant fondamentaux, M. le ministre Irujo gardera le silence.

Il ne répondra pas à la première question, parce qu'il lui faudrait alors avouer qu'il y a, à l'heure actuelle, dans l'Espagne « républicaine », à côté des prisons d'Etat, des prisons privées du Guépéou stalinien dans lesquelles celui-ci met les militants dont il s'est personnellement emparé ou qu'il s'est fait remettre par la police officielle, afin, selon les cas, de les cuisiner ou de les faire disparaître. Ce sont ces prisons privées du Guépéou que le communiqué officiel baptise gentiment du nom de « preventorium ».

A la seconde question, M. Irujo ne répondra pas davantage.

Il ne répondra pas parce que, ou bien il lui faudrait dire que Nin a disparu avant le 7 juillet, date à laquelle le ministre a reçu la délégation française chargée d'enquêter sur le sort des membres du POUM, et alors il lui faut avouer qu'en disant à celle-ci (et en le confirmant le même jour par une lettre à M. Pavon, avocat du POUM) qu'il pouvait affirmer que tous les inculpés, y compris Nin, se trouvaient à ce moment-là à Madrid dans les prisons régulières, il a menti.

Ou bien la « disparition » de Nin aurait eu lieu après le 7 juillet. Mais alors comment le ministre pourrait-il expliquer qu'après le 7 juillet, Nin se trouvait encore dans un « preventorium », alors que le ministre avait affirmé que le 7 juillet Nin était déjà dans une prison régulière et qu'il allait être

incessamment ramené à Valence ? Comment expliquerait-il que lui et son collègue de l'Intérieur dont on venait attirer l'attention sur les bruits qui couraient, tant à l'étranger qu'en Espagne, de la disparition de Nin, n'ont pas pris toutes les mesures nécessaires pour empêcher toute possibilité de « disparition » ?

M. Irujo ne peut manifestement avouer quoi que ce soit à ce sujet ; voilà pourquoi il se tait et continuera à se taire, tant sur la nature du lieu où Nin a « disparu », que sur la date de la « disparition ».

Lorsque nous sommes arrivés en Espagne, aux premiers jours de juillet, tous les renseignements que nous recueillîmes, à Barcelone d'abord, à Valence ensuite, concouraient à nous faire penser que Nin avait déjà été assassiné. Après notre visite au ministre Irujo et sa lettre à l'avocat Pavon, j'avoue que je ne le crus plus. Il me semblait impossible qu'un ministre puisse affirmer aussi résolument, non seulement verbalement mais par écrit, un fait faux auquel les événements ne pouvaient pas ne pas apporter à bref délai un démenti. Je m'étais trompé. Une fois de plus nous avons péché par excès de confiance ; une fois de plus il a été démontré que quelque mal que nous puissions penser de la bourgeoisie et des politiciens, ceux-ci sont encore pires que tout ce que nous pouvons imaginer.

L'assassinat de Nin s'apparente directement à celui de Matteoti. Si différentes que puissent être leurs conceptions, Nin et Matteoti étaient l'un et l'autre de grands militants, probes et courageux. Durant les vingt années qu'il a travaillé à l'avant-garde de la Révolution, l'ancien secrétaire de l'Internationale Syndicale Rouge n'a jamais mérité le moindre reproche touchant sa sincérité ou son intégrité. Tout comme Matteoti il tombe victime de maîtres de l'Etat qui, comme mus par un dernier sentiment de honte, reculent devant un procès, et préfèrent faire assassiner par leurs sicaires.

Nin est tombé comme Matteoti, et, par cela même, le gouvernement Negrin tombe au rang de Mussolini.

Mais il faut aussi regarder plus loin. Si le gouvernement Negrin existe et si le gouvernement Negrin faire ou laisse assassiner ceux que Moscou lui désigne, c'est – répétons-le encore une fois – que, sans Moscou, l'Espagne républicaine serait sans armes ; si Valence n'obéit pas à Staline, Valence n'a plus qu'à se rendre pieds et poings liés à Franco. De sorte que les vrais coupables sont ceux qui, en organisant le blocus de l'Espagne républicaine, ont livré celle-ci à la Russie ; en dernière analyse, les responsables de l'assassinat de Nin sont ceux qui furent les auteurs ou les complices de la politique de « non intervention ».

La dissolution du Conseil d'Aragon Préface de la destruction des collectivités agricoles

Si, de même que l'assassinat de Matteoti, l'assassinat de Nin est typique, du fait de la personnalité de la victime et des conditions de l'assassinat, l'assassinat de Nin n'est également, tout comme celui de Matteoti, qu'un cas entre cent autres. Innombrables furent les militants italiens du rang qui périrent sous les coups des assassins fascistes ; innombrables sont les militants révolutionnaires espagnols qui sont tués aujourd'hui par le Guépéou, ou en vertu de ses ordres. Ce même numéro de *Solidaridad Obrera*, qui contenait le communiqué du ministère de la Justice dont il est fait mention ci-dessus, relatait l'assassinat, la veille, d'un militant syndicaliste des tramways de Barcelone.

Quelques jours plus tard la réaction se manifestait sous une autre forme : la dissolution du Conseil d'Aragon.

On sait qu'après la reconquête par les milices révolutionnaires de toute la partie d'Aragon qui s'étend des limites de la Catalogne aux portes de Saragosse, la C.N.T. avait organisé pour les provinces d'Aragon un gouvernement particulier sur le modèle du Conseil de la Généralité de Catalogne, auquel tous les partis antifascistes participaient.

C'est ce Conseil qui, depuis tout près d'un an, a régi l'Aragon reconquis ; c'est lui qui a guidé les pas des collectivités paysannes de villages, les soutenant moralement et matériellement, leur fournissant semences, matériel agricole, etc. ; c'est grâce à lui que des milliers d'hectares jamais encore cultivés furent cette année labourés ; c'est grâce à lui que les surfacesensemencées dépassèrent tous les records antérieurs.

Pour détruire les collectivités paysannes, il fallait détruire préalablement leur soutien, le Conseil d'Aragon. On ne pouvait rétablir les propriétaires fonciers dans leurs droits, but des phalango-staliniens, qu'en rétablissant en Aragon le pouvoir direct de Valence.

C'est ce qui a été fait.

Après qu'on eut inondé villes et villages d'Aragon de gardes d'assaut, un décret est venu qui a dissous le Conseil d'Aragon ; en même temps, pour corser les choses, pour déshonorer, selon les excellents principes de Loyola et de Staline, ceux que l'on veut abattre, on arrêtait Joachim Ascaso, président dudit Conseil, pour une soi-disant affaire d'exportation de bijoux.

La ficelle est vraiment grosse. Qu'est-ce que l'existence d'un Conseil a à voir avec un délit qui aurait été commis par un de ses membres ? Si Ascaso, ou tout autre est un voleur, arrêtez-le ! Mais en quoi cela doit-il amener la suppression du Conseil qu'il préside ?

Du moment que vous supprimez le Conseil, en même temps que vous arrêtez Ascaso, la chose est claire : c'est que votre but est la suppression du Conseil, et l'affaire des bijoux n'est qu'une affaire pour embrouiller les choses, cacher plus ou moins aux yeux des imbéciles le but véritable que vous poursuivez. Le coup des bijoux accompagnant la dissolution du Conseil d'Aragon est l'homologue du coup de l'espionnage accompagnant la suppression du POUM.

Maintenant que le Conseil d'Aragon est disparu, attendons-nous à apprendre d'un jour à l'autre que les collectivités paysannes d'Aragon, orgueil de la C.N.T., ont également disparu. Car, pas moyen de rester les dirigeants de l'économie, si l'on n'est pas les maîtres du politique ; camarades de la C.N.T., n'oublions jamais cela !

LA DEFENSE DE LA REVOLUTION L'alliance C.N.T.-U.G.T.

L'événement de ces dernières semaines a été le pacte d'alliance conclu entre l'U.G.T. et la C.N.T., principal but poursuivi par la C.N.T. depuis les événements de mai. Avant ceux-ci des pactes d'alliance avaient déjà été conclus entre les organisations régionales des deux Centrales syndicales dans les Asturies et en Aragon, mais cette fois, c'est entre la Commission administrative centrale de l'U.G.T. et le Comité National de la C.N.T. que l'alliance est signée.

On aurait tort cependant de croire que C.N.T. et U.G.T. marcheront désormais la main dans la main partout, et notamment en Catalogne.

Pour apprécier exactement la portée du pacte qui vient d'être conclu, il faut se rappeler que la Commission administrative centrale de l'U.G.T. est composée dans sa majorité, et même, je crois, dans sa totalité, par des socialistes de gauche, c'est-à-dire des partisans de Largo Caballero, qui en est lui-même le secrétaire général. Cette commission administrative centrale a pour elle tous ceux des syndicats de l'U.G.T. qui sont socialistes de gauche, et, contre elle, tous ceux qui sont socialistes de droite ou staliniens. Bien entendu, ceux-ci sont tout à fait hostiles au pacte.

Il faut donc considérer cette alliance beaucoup plus comme une alliance entre les socialistes de gauche et la C.N.T. que comme une alliance entre les deux organisations syndicales. Beaucoup plus qu'un front unique syndical, c'est un front unique révolutionnaire qui vient d'être réalisé.

Tel quel, ce pacte n'en a pas moins une grande importance. Il clarifie sérieusement la situation. Désormais seront d'un côté les conservateurs sociaux, tous les partisans du maintien de l'ordre bourgeois : bourgeois, socialistes de droite, staliniens ; de l'autre, les révolutionnaires, tous ceux qui veulent instaurer une société de travailleurs sans exploités, ni exploités, qu'ils portent l'étiquette de socialistes ou d'anarchistes.

Ce front révolutionnaire unique pourra être d'autant plus puissant qu'il réunira en son sein la quasi-totalité de la classe ouvrière des deux provinces essentielles de l'Espagne républicaine : la Catalogne et le Levant. Les organisations ouvrières du Levant (la province de Valence) sont en effet tout entières acquises à Caballero : non seulement la Fédération syndicale de cette province est l'un des plus fermes soutiens de la Commission administrative centrale de l'U.G.T., mais la Fédération socialiste elle-même est le principal porte-étendard du socialisme de gauche à l'intérieur du Parti Socialiste. Le pacte d'alliance conclu entre l'U.G.T. et la C.N.T. n'est donc pas seulement l'alliance des socialistes de gauche et des anarchistes, il est en outre l'union de Valence et de Barcelone.

Le changement de structure de la F.A.I.

En son plénum du mois dernier, la Fédération anarchiste ibérique a décidé de modifier sa structure. Les articles nombreux qui ont été consacrés depuis lors à ce changement en ont abondamment célébré

l'importance historique, mais ils sont assez peu loquaces sur la nature des changements apportés. On peut y discerner cependant que le changement essentiel consiste dans la suppression des « groupes d'affinités », base jusqu'ici de l'organisation de la Fédération, et leur remplacement par des groupes locaux. Autrement dit, alors que jusqu'ici quelques camarades se réunissaient librement pour former un groupe, que le groupe était donc composé exclusivement de camarades s'acceptant mutuellement, véritables « cooptants », il y aura désormais des groupes de quartiers et de villages, dont chacun sera unique pour sa circonscription, et auquel devront obligatoirement adhérer tous les ressortissants de la circonscription.

En bref, au lieu d'être basée, comme jusqu'à présent, sur une organisation similaire à celle de la Franc-maçonnerie (où chacun peut adhérer à la loge de son choix ou fonder une nouvelle loge), la F.A.I. sera désormais fondée sur une organisation similaire à celle des partis politiques : obligation pour chacun d'appartenir à un groupe déterminé.

J'avoue que ce n'est pas sans une certaine appréhension que je vois cette transformation. Tout comme pour la Franc-maçonnerie, la force de la F.A.I. était d'être à la fois « partout et nulle part ». Le mode d'organisation où l'élément de base de toute organisation, le groupe, est composé de gens qui se sont sélectionnés eux-mêmes, de gens qui se connaissent et ont mutuellement confiance en eux, est le vrai mode d'organisation qui convient à toute action occulte, aussi bien à l'action violente révolutionnaire qu'au travail patient destiné à mettre aux mains des affiliés, dans un but de conservation sociale, les rouages de la société et de l'Etat.

Romanones, le vieux politicien monarchico-libéral, disait à un journaliste français qui l'interviewait quelques mois avant le 19 juillet : « La force de la F.A.I. est terrible, car la F.A.I., personne ne sait qui c'est. » Avec sa nouvelle organisation, la F.A.I. perdra cette raison de sa force.

Les partis politiques sont organisés sur la base territoriale au lieu de la base d'affinités parce qu'ils sont candidats à être l'Etat, qu'ils se modèlent donc sur l'organisation de celui-ci et que l'Etat ne connaît pas d'affinités, les cadres dans lesquels les citoyens y sont enrôlés sont fixés obligatoirement. Fait-il donc conclure du changement de structure de la F.A.I. qu'elle s'apprête à devenir l'Etat ?

Probablement, et, à ce titre le changement de sa structure doit être considéré comme un témoignage d'optimisme.

Mais si cet optimisme devait ne pas se trouver justifié par l'avenir, si la F.A.I. était amenée à devoir reprendre sa terrible lutte d'opposition sociale, il lui serait nécessaire, à mon sens, de retourner rapidement à son traditionnel mode d'organisation.

L'INTERVENTION

Le formidable jésuitisme du Quai d'Orsay

Vraiment, comme jésuitisme, ces messieurs du Quai d'Orsay dépassent tous les records, même ceux de leurs collègues du Foreign Office.

Vous avez vu ce scandale : les passagers espagnols du paquebot français « Maréchal Lyautey » saisis à bord par des officiers rebelles des Canaries, avec la connivence et l'approbation du commandant du navire et du consul français du lieu.

Mais il y a quelque chose de plus scandaleux encore : c'est l'approbation donnée à cet acte inqualifiable par une note officieuse du Quai d'Orsay publiée par tous les journaux et qui est le plus beau monument de jésuitisme qui se puisse concevoir.

Une convention vieille d'un demi-siècle, conclue entre la France et l'Espagne, autorise l'Etat espagnol à saisir les citoyens espagnols qui sont à bord des bateaux français, lorsque ceux-ci sont ancrés dans un port espagnol.

Très bien ! Cette convention doit être respectée ; parfaitement d'accord !

Mais qui donc est l'Etat en Espagne ? C'est, et c'est uniquement le gouvernement de Valence. Ce n'est pas nous qui le disons ; c'est vous-mêmes, Messieurs du Quai d'Orsay, puisque jusqu'à présent vous vous êtes refusé à reconnaître le gouvernement de Franco, ni même à le considérer comme belligérant. Pour vous, comme pour nous, il n'y a qu'un gouvernement espagnol : celui de Valence ; en dehors de lui, il n'y a que des rebelles.

Dès lors, vous appuyer sur une convention qui vous lie à l'Etat espagnol pour déclarer qu'elle vous lie avec ceux qui sont en rébellion contre lui ! vous appuyez sur une convention qui vous oblige à livrer des Espagnols au gouvernement espagnol, pour vous justifier de les avoir livrés à ceux qui se sont

soulevés contre lui ! c'est d'une monstruosité juridique dont rien n'approche. C'est bien digne de vous.

En approuvant contre tout droit la livraison de citoyens espagnols aux rebelles, le gouvernement Chautemps-Blum est une fois de plus intervenu ouvertement et délibérément contre la République espagnole. Ainsi que le dit, et le prouve à chaque occasion, le socialiste Serre, tout se passe comme si nous étions en guerre avec l'Espagne – l'Espagne républicaine bien entendu.

R. LOUZON

P.S. – L'actualité exigerait de parler du conflit sino-japonais, mais je ne peux mieux faire à cet égard que de renvoyer aux notes et articles publiés dans les R.P. des années 31 et 32. Est-ce en effet un privilège de l'Orient ? Toujours est-il que les situations y évoluent beaucoup moins qu'en Europe. Le plan du Japon (qui d'ailleurs n'a pas cessé un moment de poursuivre depuis lors) est toujours celui que j'indiquais : la Chine est dans le même état qu'elle était alors, et les rapports des Puissances européennes avec l'extrême-Orient, eux aussi, n'ont pas changé. Je ne pourrais donc que répéter presque mot pour mot ce que j'écrivais il y a six ans.

- Deux morts ouvriers de plus à l'actif des gouvernements de Front populaire. Deux grévistes tués à Bizerte. Pour battre le record de Blum, Chautemps met les bouchées doubles.